

Que jusqu'à l'heure actuelle, à Moundou, des commerçants sont obligés de payer 2 000 F CFA (deux mille francs) par sacs des produits agricoles à l'exportation pour voir leur cargaison acheminée dans les pays de destination ;

Que les Commerçants se sont plaints plusieurs fois et même les journaux de la place ont dénoncé cette pratique mais le Groupe YTOU semble être plus fort que tous et continue son dessein sans s'inquiéter ;

Que c'est pourquoi il a un plus grand intérêt à faire constater cette pratique par ministère d'Huissier de Justice puis d'en dresser procès-verbal pour toutes fins utiles.

DEFERANT A CETTE REQUISITION

Je, **Maître DJOUNFOUNE GOLBASSIA Félix**, Huissier de Justice près la Cour d'Appel et les Tribunaux de Grande Instance de N'Djamena, domicilié en cette ville (République du Tchad) soussignés ;

Ai constaté ce qui suit :

CONSTATATIONS

Effectivement Monsieur **LIMANE MAHAMAT**, Secrétaire Général de la Primature a adressé au nom du Premier Ministre, une fiche aux Ministre de l'Administration du Territoire et de la Gouvernance Locale, Ministre du Développement Industriel, Commercial et de la Promotion du Secteur Privé, Ministre des Finances et du Budget, leur enjoignant de faire cesser des pratiques de prélèvement des taxes illégales dans un certain nombre de Provinces du Sud du pays (voir copie jointe).

Le Ministre des Mines, du Développement Industriel, Commercial et de la Promotion de Secteur Privé a pris alors une circulaire pour interdire cette pratique (voir copie jointe).

J'ai constaté un reçu un vieux reçu N°0001551 délivré par le Groupe YTOU le **25 novembre 2017** à Monsieur **MAHAMAT NASSOUR** pour **600 (six cents) sacs de 100 kg**. J'ai constaté aussi un reçu N°0007937 délivré le **12 février 2019** par le Groupe YTOU à Monsieur **ELHADJE ADAM** pour la somme de **1 200 000 F CFA (un deux cent mille francs) payée pour 600 (six cents) sacs de sésames ;**

La coupure d'un journal m'a été remise sur laquelle j'ai constaté écrit en gras : **« Le groupe Ytou continue à piétiner l'autorité de l'Etat »** (voir copie jointe). Des photographies des chargements des marchandises dans des sacs blancs m'ont aussi été présentées.